



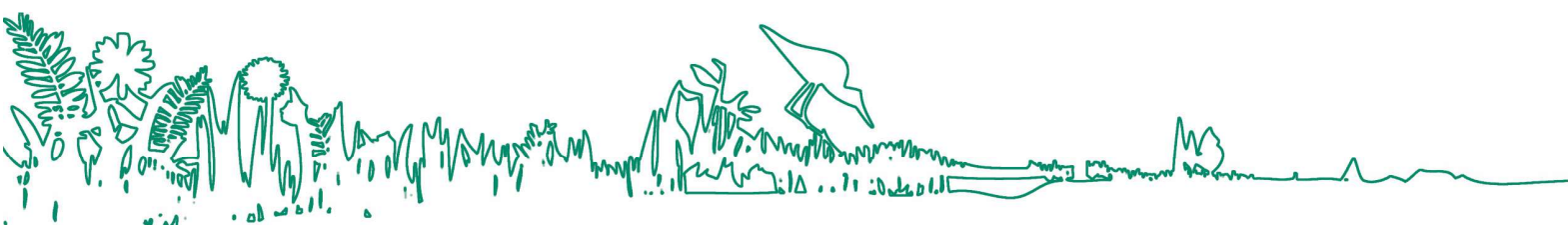
communauté de communes
BASSIN DE MARENNES

Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Châpus

Conseil Communautaire
Mardi 18 février 2025 – 14h30

RECUEIL DES DECISIONS DU PRESIDENT

N° décision	Date	Objet	Montant
25/07	30/01/2025	Seudre Alabri - Prorogation du délai de réalisation des travaux Xavier FOURNIER	966,78 €
25/08	16/01/2025	Reprise de provision du Budget principal	2 000,00 €





DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LE DISPOSITIF D'AIDES AUX PARTICULIERS POUR LES TRAVAUX DE RÉDUCTION
DE LA VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS DES HABITATIONS

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire en date du 12 novembre 2024, accordant délégation au Président pour l'attribution des subventions SEUDRE ALABRI conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;

Vu la décision du Président n°24/04 en date du 4 mars 2024 attribuant la subvention révisable de 966,78 euros à Monsieur Xavier FOURNIER, dans le cadre du dispositif d'aides « SEUDRE ALABRI », en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation selon le détail estimatif du coût total de l'opération et des dépenses éligibles :

Détail des travaux	Dépenses éligibles (€ TTC)	Montants financés CCBM
Installation de batardeaux aux ouvertures de l'habitation, d'un clapet anti-retour, d'un revêtement de sol résistant à l'eau et achat d'une pompe à eau	9 667,74 €	966,78 €

Considérant qu'à compter de la date de signature de la décision n°24/04, le bénéficiaire avait 12 mois (1 an) pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre aux subventions attribuées par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Considérant que l'ensemble des travaux ne peut être réalisé par le bénéficiaire dans le délai imparti, et qu'une demande de prorogation a été transmise à la Communauté de Communes du Bassin de Marennes par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre ;

DÉCIDE

Article 1 – De proroger le délai de réalisation de l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération, afin de permettre la validation de la conformité des travaux réalisés par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre, avant le 31 octobre 2025, et le versement de l'aide de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, avant le 31 décembre 2025.

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libérera du montant dû, à réception des factures justifiant les travaux réalisés dans le cadre du dispositif d'aides en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation. Le certificat établi par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre attestant de la conformité des travaux devra également être adressé à la Communauté de Communes du Bassin de Marennes pour le versement de la subvention.

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire doit réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre aux subventions attribuées par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dans le respect des dates fixées par l'article 8 du règlement d'attribution des aides dans le cadre du fonds relatif à SEUDRE ALABRI.

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes.

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

Article 6 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 30 janvier 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA REPRISE DE PROVISION DU BUDGET PRINCIPAL

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu l'article R2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par le décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022 qui introduit dans la partie réglementaire du CGCT « la suppression de l'obligation pour les assemblées délibérantes de délibérer pour autoriser la constitution, l'ajustement ou la reprise d'une provision » ;

Vu la délibération n°2024/CC03/20 du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2024 relative au vote du Budget Primitif de l'année 2024 ;

Vu la délibération n°2024/CC04/14 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2024 portant décision modificative n°1 du Budget Principal 2024 ;

Vu la délibération n°2024/CC05/09 du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2024 portant décision modificative n°2 du Budget Principal 2024 ;

Vu la délibération n°2024/CC06/06 du Conseil Communautaire en date du 12 novembre 2024 portant décision modificative n°3 du Budget Principal 2024 ;

Vu la délibération n°2024/CC07/17 du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2024 portant décision modificative n°4 du Budget Principal 2024 ;

Considérant qu'il convient de réaliser un virement de crédits conformément au principe de fongibilité de la comptabilité M57 afin de permettre les écritures restées en suspens sur l'année 2024 ;

DECIDE

Article 1 – De réaliser les virements de crédits tels que définis ci-après :

Dépenses - fonctionnement				Crédits		
Chap	Art	Fonc	Désignation	Diminués	Augmentés	Explications
014	7391118	020	Autre restit titre dégrêv sur contrib. directes		2 000,00	Ajustement sur dégrèvement à rembourser (TMAPI)
66	6618	020	Intérêts des autres dettes	2 000,00		Crédits non consommés
				2 000,00	2 000,00	

Article 2 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 3 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 16 janvier 2025,

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.